Burundi : début du procès des putschistes des 13 et 14 mai

@rib News, 14/12/2015 â€“ Source AFP Le procÃ¨s de 28 militaires et policiers burundais accusÃ©s d'avoir participÃ© Ã la tentative de coup d'Etat des 13 et 14 mai au Burundi, dont le gÃ©nÃ©ral Cyrille Ndayirukiye (photo), ancien ministre de la DÃ©fense et nÂ°2 du putsch, s'est ouvert lundi, selon des sources judiciaires et des tÃ©moins. Le procÃ¨s a dÃ©butÃ© en milieu de matinÃ©e devant la Cour suprÃªme - compÃ©tente pour juger les officiers supÃ©rieurs - siÃ©geant pour l'occasion Ã Gitega, oÃ¹ sont dÃ©tenus les 28 accusÃ©s, Ã une centaine de kilomÃ¨tres Ã l'est de Bujumbura.

Le 13 mai, aprÃ¨s plus de deux semaines de manifestations sÃ©vÃ¨rement rÃ©primÃ©es contre la candidature du prÃ©sident Pierre Nkurunziza Ã un troisiÃ¨me mandat controversÃ©, le gÃ©nÃ©ral Godefroid Nyombare, ancien patron des services de renseignement, avait annoncÃ© la destitution du chef de l'Etat, en dÃ©placement Ã l'Ã©tranger. AprÃ¨s deux jours d'incertitude, le coup s'Ã©tait soldÃ© par un Ã©chec et la reddition d'au moins trois des meneurs, dont le gÃ©nÃ©ral Cyrille Ndayirukiye. Le chef des mutins, le gÃ©nÃ©ral Nyombare, est lui en fuite. Les accusÃ©s sont poursuivis pour "tentative de coup d'Etat et appel Ã une insurrection populaire, assassinat de soldats, de policiers et de civils et destructions mÃ©chantes (sic) de bÃ¢timents", des crimes passibles de la prison Ã perpÃ©tuitÃ©, selon l'acte d'accusation lu par le substitut du procureur, Adolphe Manirakiza. Selon deux tÃ©moins contactÃ©s par tÃ©lÃ©phone depuis Nairobi, les dÃ©tenus ont dÃ©noncÃ© leurs conditions de dÃ©tention "inhumaines et dÃ©gradantes", disant vivre Ã quatre dans "des cellules de 2X m" et Ãªtre obligÃ©s de "se soulager dans des seaux qui ne sont vidÃ©s qu'au bout de 24 heures". Le procÃ¨s s'est ouvert sous la protection de nombreux policiers lourdement armÃ©s dans la salle d'audience. Les avocats de la dÃ©fense se sont succÃ©dÃ© lundi pour demander Ã la Cour un report sine die du procÃ¨s. "Nous avons demandÃ© le report de ce procÃ¨s car les conditions pour un procÃ¨s juste et Ã©quitable ne sont pas aujourd'hui remplies", a expliquÃ© l'un d'eux, Me OnÃ©sime Kabayabaya. "On n'a pas eu un accÃ¨s suffisant au dossier jusqu'ici, certains dÃ©tenus n'ont pas encore d'avocats et enfin, il y a les conditions indignes dans lesquelles nos clients sont emprisonnÃ©s", a-t-il soulignÃ©. Le prÃ©sident de la Cour, Albert Nduwimana, a rejetÃ© la demande de report en dÃ©nonÃ§ant des "manoeuvres dilatoires" de la part de la dÃ©fense. "Le procÃ¨s va continuer demain (mardi)", a-t-il annoncÃ© avant de clÃ´turer les dÃ©bats dans l'aprÃ¨s-midi, tout en promettant une amÃ©lioration des conditions de dÃ©tention des accusÃ©s et une diminution de la prÃ©sence policiÃ¨re dans la salle. Ce procÃ¨s s'ouvre trois jours aprÃ¨s l'attaque vendredi par des insurgÃ©s de deux camps militaires Ã Bujumbura et un en province. Les affrontements ontfait environ 90 morts, les plus sanglants depuis la tentative de coup d'Etat. Les forces de l'ordre ont Ã©tÃ© accusÃ©es d'avoir procÃ©dÃ© Ã des dizaines d'exÃ©cutions extrajudiciaires Ã cette occasion, ce qu'elles dÃ©mentent. L'Ã©chec du coup d'Etat militaire, la brutale mise au pas des quartiers contestataires de Bujumbura mi-juin et la rÃ©Ã©lection mi-juillet du prÃ©sident Nkurunziza lors d'un scrutin controversÃ©, n'ont pas empÃªchÃ© les violences de s'intensifier. Des armes ont Ã©tÃ© introduites dans les quartiers et les policiers sont quasi-quotidiennement attaquÃ©s au fusil d'assaut ou Ã la grenade Ã Bujumbura et en province, alors que d'ex-putschistes ont assurÃ© avoir mis sur pied une rÃ©bellion pour chasser M. Nkurunziza du pouvoir.